

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1597** | **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

Accord du 15 janvier 2026

relatif aux indemnités de petits déplacements à compter du 1^{er} avril 2026
(Loire)

NOR : ASET2650379M

IDCC : 1596, 1597

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UTI CFDT Loire, Haute-Loire ;

UD FO Loire,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main-d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à

favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1^{er}

En application de l'article I-3 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Loire.

Article 2

Pour le département de la Loire, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après.

De convention expresse entre les parties la première zone – de 0 à 10 km – est divisée en deux :

- zone 1A : de 0 à 5 km ;
- zone 1B : de 5 à 10 km.

À compter du 1^{er} janvier 2026 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,54 €	3,34 €	12,11 €
1B	1,54 €	3,34 €	
2	3,14 €	6,78 €	
3	4,68 €	11,04 €	
4	6,32 €	15,50 €	
5	8,15 €	20,20 €	

Article 3

L'accord n'entrera en vigueur que :

- si le poids des organisations syndicales signataires atteint au moins 30 % au regard des chiffres de la représentativité syndicale reconnue dans le champ ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés et dans le champ ouvriers des entreprises du bâtiment occupant plus de 10 salariés ;
- et en l'absence d'opposition majoritaire dans l'un et l'autre de ces mêmes champs.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Saint-Étienne, Roanne et Montbrison.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Fait à Saint-Étienne, le 15 janvier 2026.

(Suivent les signatures.)